



CEDRIC

S3IC

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté mettant en demeure la société MAJENCIA de respecter les dispositions
de l'article III.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en régularisation
du 12 juillet 2005 de ses installations de Noyon**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu les actes administratifs encadrant le fonctionnement des installations de la société MAJENCIA sur la commune de Noyon et en particulier l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 ;

Vu les alinéas 2 et 3 de l'article III.3.6 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 susvisé qui prévoit :
«L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, pour prévenir toute pollution des sols, des égouts publics ou des cours d'eau.

Le bassin de confinement prévu à cet effet doit être maintenu étanche et en bon état, et doit présenter une capacité de rétention suffisante, sans être inférieure à 1 500 m³.» ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 14 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 29 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le site ne dispose pas du bassin de confinement de 1 500 m³ ;

Considérant que l'absence de ce bassin est susceptible d'entraîner une pollution des sols par infiltration des eaux d'extinction polluées d'un incendie ;

Considérant que ce constat constitue un manquement grave aux dispositions de l'article III.3.6 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 susvisé ;

Considérant que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MAJENCIA de respecter les prescriptions des dispositions de l'article III.3.6 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 - La société MAJENCIA, exploitant une usine de fabrication de mobilier de bureau sur la commune de Noyon, Chemin des Prêtres, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article III.3.6 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 dans un délai de 6 mois à partir de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication de cette décision.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société MAJENCIA et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Noyon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le **6 DEC. 2018**

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général



Blaise GOURTAY.

Destinataires

Société MAJENCIA

M. le Sous-préfet de Compiègne

M. le Maire de Noyon

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

M. l'Inspecteur de l'environnement

(s/c de M. le Chef de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France)

M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours.